

LA RESPONSABILITE DE LA POLITIQUE ETASUNIENNE DANS LES NOUVEAUX MALHEURS DES LIBANAIS

Marie NASSIF-DEBS

Les différentes administrations qui se sont succédées à Washington depuis 1982 sont-elles responsables des malheurs, anciens et nouveaux vécus par les Libanais et les réfugiés palestiniens au Liban ?

La réponse est : oui. Sans aucune hésitation.

Bien plus. Nous devrions ajouter que la responsabilité étasunienne, qui remonte bien au-delà de 1982, relève des deux niveaux : direct et indirect. La responsabilité directe ne résidant pas seulement dans le fait de l'appui (politique, économique et militaire) prodigué aux gouvernements israéliens dans le but de faire taire les revendications légales du peuple palestinien.

Les « Moudjahidin » de Ben Laden

Pour comprendre la situation actuelle qui prévaut au Liban, il nous faut revenir, très rapidement, deux décennies en arrière, à un moment où l'Occident tout entier acclamait à tout rompre ceux qu'il appelait, alors, les « Moudjahidin » et qui, sous l'égide de la CIA et d'un certain Oussama Ben Laden, constituaient des points avancés de cet Occident face au danger du communisme, représenté par la présence de l'ex URSS en Afghanistan.

Ces « Moudjahidin » étaient recrutés dans les milieux les plus obscurantistes du monde arabe, les « Salafistes », qui voulaient enchaîner la pensée arabe à des traditions n'ayant rien à voir avec l'Islam, mais aussi museler tout ceux qui avaient une attitude d'ouverture et un certain respect de la différence. Ils étaient, ensuite, emmenés au Pakistan pour subir un entraînement de pointe avant d'être acheminés vers la frontière soviéto-afghane...

Mais, une fois le « Djihad » fini contre les « athées », ces combattants se sont scindés en deux groupes :

Le premier était formé de combattants que l'on rapatria dans leurs pays (arabes) respectifs, afin de préparer l'avènement des maîtres du Nouveau régime mondial.

Le second était constitué des « durs », les fidèles de Ben Laden qui, avec ses amis du Pentagone, trouva dans l'Afghanistan, gouverné par le nouveau régime du Mollah Omar et ses Taliban, un endroit propice à la poursuite de leur œuvre destructrice. Ils s'empressèrent, donc, d'obtenir de Washington la

reconnaissance du nouveau régime qui leur céda des camps d'entraînement militaire au milieu des champs d'opium. Et ils vécurent heureux, malgré tout ce qu'ils entendaient et voyaient sur les faits et méfaits de ceux qu'on appelait, désormais, les « Afghans » et qui furent à la base des mouvements qui ont commencé par bouleverser l'Algérie, le Golfe arabe et... le Liban.

Qu'est-ce que le « Fath Al Islam » ?

Ce sont les « Afghans », donc, qui ont donné naissance aux mouvements terroristes dans tous les pays arabes sans exceptions. Certains de ces mouvements ont grandi et prospéré, non seulement grâce à la présence tous azimuts de Ben Laden et sa « Qaeda », mais aussi grâce à l'aide procurée par des régimes arabes pour des raisons différentes, dont : la lutte contre ce qui reste de la gauche arabe afin de l'empêcher de regagner du terrain, la protection de trônes branlants et, surtout, la préparation de certains changements dans la région arabe visant à redorer le blason de certains gouvernements (l'Egypte, par exemple) ou à y effectuer des changements qui amèneraient de nouveaux « amis » sûrs, mais pouvant mieux gérer ou préserver les intérêts des Etats-Unis sur le pétrole (en Irak).

C'est dans cet objectif que fut mis au point le projet du « Grand Moyen Orient », dont les prémices furent dévoilés en 1993, lors d'une conférence tenue au Caire, à la suite de la publication du livre du responsable israélien Shimon Pérès très révélateur sur ce plan... Et c'est dans cet objectif que furent subventionnés d'anciens groupes « dormants » ou créés de « nouveaux » groupes de combattants, afin de miner le monde arabe, de le grignoter de l'intérieur, permettant ainsi l'exécution du plan essentiel mentionné.

Bientôt, des groupuscules de tous genres sont nés un peu partout, dans le Mashrek (Orient) et le Maghreb arabe, ayant, tous, des noms se rapportant au Djihad saint contre l'Occident, mais subventionné, d'une certaine manière par cet Occident, à partir de personnalités arabes formant des rouages dans la grande machine nouvelle du Nouveau régime international. Et cela nous rappelle à bien d'égard ce qui s'était passé dans les années Cinquante au Viet Nam pendant lesquelles, profitant de la lutte de libération contre les Français, des groupuscules de terroristes furent créés sous l'égide d'hommes de la CIA envoyé dans ce but...

Parmi ces groupes, et en plus de ceux nés dans la guerre civile dans les deux régions de « l'Est » et de « l'Ouest », nous citons pour le seul Liban plus d'une vingtaine, toutes confessions islamistes confondues, dont le « Fath Al Islam » rendue célèbre en Irak, d'abord, avant de passer en Syrie et au Liban où il a infiltré dans le camp palestinien de Nahr Al Bared plus de 250 combattants venant, pour la plupart, du Golfe (principalement des Saoudiens), en plus de Palestiniens, Syriens et Libanais.

Les versions diffèrent sur sa création : certains disent que les Syriens ont une certaine responsabilité dans ce fait ; d'autres (dont certains journalistes bien renseignés, dont Seymour Hersch) disent que c'est le vice-président des Etats-Unis, Dick Cheney, qui le subventionne actuellement.

Ce qui est sûr, c'est qu'une grande partie des combattants de ce groupe sont venus en tant que « touristes » à partir de l'aéroport ; ils s'étaient, d'abord, regroupés à Saïda, au Liban Sud, où -selon certains- ils reçurent des subventions de députés appartenant à la majorité actuelle représentée par le gouvernement de Fouad Sanioura avant de passer dans la région du Nord.

Les objectifs de la nouvelle recrudescence de la violence

Ce qui est sûr aussi, c'est que les Libanais ont peur de cette recrudescence de la violence dans leur pays, due à l'exécution d'agendas dont ils n'ont rien à voir. Que ce soit l'agenda nouveau mis par Bush pour le Golfe en général et l'Irak en particulier et qui doit entrer en vigueur durant l'été 2007 ou, encore, l'agenda iranien contenant la riposte « nucléaire » ou, surtout, l'agenda israélien qui met en premier lieu une attaque (non généralisée) du Liban afin de redonner du tonus à l'armée vaincue en 2006 par les Résistants du Hezbollah et de la Résistance patriotique libanaise.

Surtout que ces nouveaux agendas se rencontrent avec d'autres purement libanais, dont la promulgation sous le chapitre sept du « tribunal à caractère international » pour juger des assassinats politiques perpétrés depuis 2005, les revendications concernant la création d'un nouveau gouvernement sur les bases d'une « meilleure répartition » du pouvoir exécutif, les élections présidentielles durant l'automne... Et surtout aussi que ces agendas divisent, depuis le vote au Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 1559 en septembre 2004, le pays sur des bases confessionnelles très dangereuses puisqu'elles peuvent, si elles ne sont pas contrées, dégénérer en une nouvelle guerre civile dont les images de violence enregistrées, le 25 janvier dernier, à l'Université arabe de Beyrouth et tout s'en est suivi ne rassurent pas.

D'ailleurs, les prises de position dans les deux camps actuels au Liban, le gouvernement de Sanioura et ses alliés, d'une part, et le Hezbollah et ses alliés, d'autre part, donnent une image très claire que ce que la majorité (pro américaine) ne cherche pas seulement à s'emparer du pouvoir tout entier, ni à arriver à « la vérité » sur les assassinats, mais elle voudrait aussi créer la possibilité de mettre la main sur les armes de la Résistance, représentée par le Hezbollah. Tandis que l'opposition (amie de l'Iran ou de la Syrie) refuse de céder sur le plan des armes avant que les Nations Unies aient pu statuer sur les fermes de Chebaa, les hauteurs de Kfarchouba et les détenus libanais dans les prisons israéliennes...

Des analystes, occidentaux surtout, voient dans cette nouvelle phase « libanaise » du conflit et dans ce qui s'est ensuivi les répercussions du nouveau plan de l'administration étasunienne contre l'Iran, dont l'encouragement de violences sectaires de la part de factions sunnites contre d'autres chiites, non seulement en Irak mais dans tous les pays arabes orientaux, surtout que les Etats-Unis et leurs alliés ont peur pour le pétrole de la présence de la minorité chiite dans les différents pays du Golfe arabe si l'Iran n'est pas vaincu ; de même, Israël ne pourrait pas se relever d'une nouvelle défaite contre le Hezbollah.

Ce plan, mis en exécution depuis l'été 2006, a-t-il dérapé quelque part ?

La question reste très présente.

En attendant, les Palestiniens ont peur de ce que le « Fath Al Islam » continue à sévir dans les camps du Liban Nord et que cela ait des répercussions dans d'autres régions... Les Libanais, quant à eux, se terrent dans la crainte de l'inconnu. La rumeur est reine, comme en 1975 et les esprits sont enflammés par des discours d'une telle virulence que l'on peut craindre le pire.

Pendant ce temps, et tandis que les bombardiers israéliens inspectent toutes les régions du Liban, l'administration de Georges W. Bush déclare qu'elle est prête à « répondre favorablement à une demande d'aide militaire du gouvernement libanais élu démocratiquement » et envoie du matériel militaire et des armes à l'armée libanaise (on parle d'un pont aérien) qui a subi de lourdes pertes à cause du dysfonctionnement de la coopération qui aurait dû avoir lieu entre les différents services de sécurité au Liban.

Tout cela nous remet à la mémoire des déclarations faites le 7 mai par Condoleezza Rice, ministre des Affaires étrangères étasuniennes, dans lesquelles elle disait : « le gouvernement de Fouad Sanioura, élu démocratiquement, doit obtenir notre aide. Le Liban et les Libanais peuvent compter sur les Etats-Unis, car la démocratie au Liban et la souveraineté de ce pays constituent un des intérêts essentiels par rapport à nous ».

Le lendemain de cette déclaration, l'ambassadeur des Etats-Unis au Liban, Jeffrey Feltman disait : « nous devons tous, au Liban, prendre au sérieux les craintes concernant la sécurité au Liban », tandis que le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, parlant de nouvelles armes entrées au Liban à partir de la frontière syrienne et aussi de la présence de groupes islamistes « salafistes » dans les camps palestiniens du Liban exprimait sa crainte d'une recrudescence de « la guerre civile au Liban »...

Beyrouth, le 25 mai 2007

Marie NASSIF-DEBS